Perspectives chinoises

2013/2 | 2013
Spéculation immobilière et défis sociaux

Michelle Dammon Loyalka, Eating Bitterness: Stories from the Front Lines of China's Great Urban Migration

Berkeley/Los Angeles/Londres, University of California Press, 2012, 264 p.

Kimiko Suda

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6573
ISSN : 1996-4609

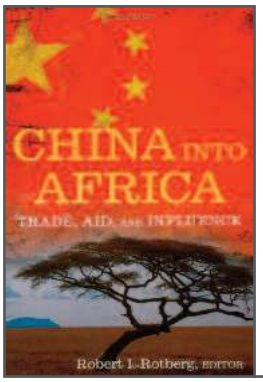
Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 15 juin 2013
Pagination : 93-94
ISBN : 979-10-91019-07-1
ISSN : 1021-9013

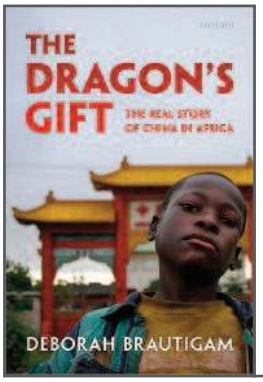
Référence électronique
Kimiko Suda, « Michelle Dammon Loyalka, Eating Bitterness: Stories from the Front Lines of China's Great Urban Migration », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2013/2 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2013, consulté le 23 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6573

© Tous droits réservés

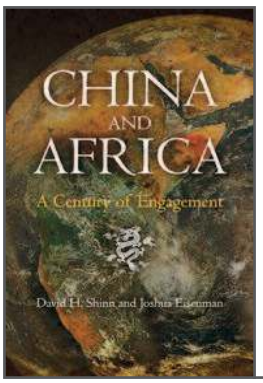
LEÏLA CHOUKROUNE



Robert I. Rotberg (éd.), China into Africa: Trade, Aid and Influence, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2008, 350 p.



Deborah Brautigam, The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa, Oxford, Oxford University Press, 2009, 397 p.



David H. Shinn et Joshua Eisenman, China and Africa: A Century of Engagement, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2012, 544 p.

Avec 54 pays pour une superficie de 30,2 millions de km² et une population avoisinant le milliard [1], l'Afrique est loin d'être une entité homogène. Chasse gardée des puissances coloniales, cette construction fictive a toujours été l'objet de beaucoup d'attention et de fantasmes. Les nombreux espoirs et peurs qu'elle nourrit ont récemment pris une nouvelle dimension depuis l'irruption stratégique d'un autre géant sur le territoire africain, qui alimente un certain nombre d'inquiétudes et de commentaires. Depuis le sommet de Pékin de 2006 et la publication par la Chine du premier *Livre blanc sur la politique africaine de la Chine*, la présence chinoise en Afrique est en effet examinée de près par de nombreux observateurs, qu'ils soient décideurs politiques, hommes d'affaires ou universitaires. Alors que le « partenariat stratégique » chinois n'est pas toujours considéré comme « gagnant-gagnant », selon l'expression employée par Hu Jintao dans son allocution de 2006, certains analystes choisissent une posture opposée visant à déconstruire les mythes et les discours et dire « la véritable histoire » à partir de faits attestés.

Parmi la somme des publications universitaires publiées ces dernières années, j'ai choisi de présenter trois ouvrages, individuels ou collectifs, qui offrent une description fidèle des principales questions que soulève la nouvelle présence chinoise en Afrique. En présentant un compte-rendu de ces livres, cet essai a également pour ambition d'interroger d'un point de vue multidisciplinaire les différentes approches possibles de cette question complexe ainsi que le rôle que pourrait jouer l'Afrique dans la recherche sinologique.

Commençons par un simple fait qui apporte des éclaircissements sur une question souvent débattue mais pas toujours suffisamment documentée : l'ancienneté de la présence chinoise en Afrique. Dans *China in Africa: A Century of Engagement*, David H. Shinn (ancien ambassadeur des États-Unis en Éthiopie et au Burkina Faso et professeur associé en relations internationales à la George Washington University) et Joshua Eisenman (membre spécialiste des questions chinoises de l'American Foreign Policy Council) nous offrent une excellente présentation historique des relations sino-africaines. Cléopâtre elle-même portait certainement de la soie chinoise, et les premières relations commerciales entre les deux régions pourraient remonter à la dynastie Han. D'après nombre d'auteurs, cependant, ce n'est qu'au XV^{e} siècle, avec l'expédition navale menée par Zheng He, eunuque musulman de la cour de l'empereur Yongle de la dynastie Ming, que les relations de la Chine avec un certain nombre de territoires de l'Afrique orientale, correspondant aujourd'hui à la Somalie, au Kenya et à la Tanzanie, atteignirent un niveau certain. Cette rencontre pacifique, riche de promesses, ne dura pas, puisqu'en 1436 l'empereur Chengzu proscrivit la construction de nouveaux navires pour des expéditions outre-mer (Shinn et Eisenman, p. 17; Snow, 1988). Pour autant, les dirigeants actuels chinois considèrent Zheng He comme l'initiateur de la « politique d'expansion » « bienveillante » de la Chine, ainsi que comme l'ancêtre probable de nombreux Sino-africains (Shinn et Eisenman, p. 17) [2].

Par la suite, les relations sino-africaines se limitèrent à quelques migrations de travailleurs manuels et de marchands vers Maurice, Madagascar et l'Afrique du Sud, et il fallut attendre l'époque républicaine et surtout la révolution communiste chinoise pour voir l'émergence et l'épanouissement d'un nouveau type d'engagement, consistant pour une République populaire de Chine non-alignée à promouvoir la coopération pacifique tout en sapant les liens de Taiwan avec le continent africain. En effet, d'après David H. Shinn et Joshua Eisenman, du début des années 1950 au milieu des années 1970, « la politique africaine de la Chine s'articulait autour de trois priorités : briser son isolement international, disputer à l'Union soviétique sa place de leader du mouvement communiste dans le monde, et supplanter Taiwan en tant que gouvernement chinois reconnu internationalement » (Shinn et Eisenman, p. xi). Pour atteindre ces objectifs, la Chine a coopéré de manière stratégique avec les mouvements de libération nationale de manière à obtenir le soutien des pays d'Afrique fraîchement indépendants pour qu'ils l'aident à retrouver sa place de membre des Nations Unies. À partir de 1964, Pékin définit ses désormais célèbres « Huit principes de l'aide technique et économique », qui n'exigent aucune condition de réciprocité ou de conditionnalité : « Le gouvernement chinois n'exige jamais de privilèges et son aide n'est pas soumise à condition » (*Ibid.*, p. xi). Le projet phare de cette période post-coloniale fut bien sûr le mythique chemin de fer Tanzanie-Zambie inauguré en 1975 entre ces deux pays, bien disposés à l'égard des objectifs et de la rhétorique révolutionnaires.

1. À comparer avec les 9,6 millions de km² de la Chine et son 1,3 milliard d'habitants.
2. En effet, en 2005, une jeune Kényane, peut-être d'origine chinoise, fut invitée à visiter le pays de ses ancêtres, cf. « Kenyan Girl Traces Chinese Roots over 600 Years Later », Ambassade de Chine au Kenya, disponible sur : www.mfa.gov.cn/ce/ceke/eng/sbgx/t204436.htm (consulté le 14 janvier 2013).

Depuis les années 1980, avec l'ouverture et la transformation économique de la Chine, la relation sino-africaine a connu un nouveau tournant marqué par un partenariat centré sur les questions commerciales, l'Afrique devenant un marché pour les biens manufacturés chinois et une cible stratégique pour l'investissement dans les ressources naturelles. Au cours de la même période, l'aide militaire de la Chine à l'Afrique a augmenté et s'est diversifiée, se manifestant par la participation chinoise aux opérations de maintien de la paix de l'ONU ou par un soutien direct sous forme d'équipements militaires et d'entraînement des armées. À partir des années 2000, la création du Forum sur la coopération sino-africaine (*Forum on China-Africa Coopération* ou FOCAC) a officialisé cette nouvelle relation en offrant une plateforme diplomatique à un partenariat en pleine évolution. Venant couronner cette coopération, le « Plan d'action de Pékin pour l'Afrique (2013-2015) », récemment adopté, apporte une présentation précise des ambitions sino-africaines dans une série de domaines allant de la coopération économique aux échanges culturels et à la promotion de la paix et de la sécurité.

Toutes ces évolutions, ainsi que leur inscription dans une continuité historique, illustrent la montée et la nature changeante des ambitions internationales de la Chine ainsi que de sa présence accrue dans la région. Le livre de Shinn et Eisenman, très bien construit, prête une attention particulière à l'histoire de ce ré-engagement de la Chine sur le continent. Constitué de 12 chapitres couvrant principalement la période post-1949 et abordant à la fois des questions générales (présentation historique, commerce, investissement, aide extérieure, relations militaires) et particulières (la Chine et le Sahel, la Chine et l'Afrique australe, les médias), *China in Africa: A Century of Engagement* est d'une lecture agréable et apporte, par rapport aux travaux de recherche antérieurs sur la question, une contribution scientifique détaillée. S'écartant des lectures purement optimistes ou des points de vue alarmistes considérant qu'une Chine impériale est en train de recoloniser l'Afrique, Shinn et Eisenman ont réussi à aborder de manière méthodique et selon une perspective comparée un nombre de questions variées, ce qui fait de leur ouvrage l'une des publications les plus précises et les plus équilibrées sur les relations sino-africaines.

Cette forme de pondération académique est loin d'être la règle dans la plupart des publications sinologiques ou africanistes ayant trait à la question sino-africaine. Dans son livre controversé mais à l'influence certaine, *Dead Aid: Why Aid is not Working and How There is a Better Way for Africa* (2010), Dambisa Moyo ancien banquier d'investissement pour Goldman Sachs originaire de Zambie, accuse l'aide occidentale d'être une malédiction et un ferment de corruption, tout en louant l'engagement inconditionnel de la Chine et les nombreux mérites du « consensus de Pékin », rendu célèbre par Joshua Cooper Ramo, et en attribuant la croissance africaine au modèle chinois de développement [3]. Cette entreprise de critique, qui s'appuie sur la déconstruction d'affirmations prétendument erronées grâce à des enquêtes systématiques, est d'une certaine manière adoptée par Deborah Brautigam, dans un style cependant moins provocateur et beaucoup plus rigoureux. Son livre *Dragon's Gift*, qui a fait l'objet d'une large promotion et de nombreux comptes-rendus, se donne pour objectif de révéler la véritable histoire de la Chine en Afrique [4]. Deborah Brautigam, observatrice de longue date de la relation sino-africaine, aujourd'hui professeur et directrice du Programme de développement international de l'Université John Hopkins, a mené des enquêtes de terrain approfondies et a rassemblé des matériaux de première main dans de nombreux pays. Il est tout à fait juste de sa part de démystifier un certain nombre d'informations sensationnalistes et non confirmées, publiées à travers le monde dans des médias très influents tels que *The Economist* ou *The Atlantic* ou relayées par des universitaires, sur la manière dont la Chine s'empare des terres, pollue des territoires entiers ou exploite les travailleurs africains. Cette tentative courageuse et nécessaire est parfaitement illustrée par son remarquable travail « Chinese Engagement in African Agriculture: Fiction and Fact », dans lequel elle cite un certain nombre d'enquêtes journalistiques superficielles et de recherches universitaires qui mêlent rumeurs et faits et confondent monnaies et pays de manière à entretenir systématiquement l'inquiétude sur la manière dont la Chine s'emploie à « s'emparer » des terres et sur les pays où elle opère [5]. C'est vrai, les craintes à l'égard de la Chine reposent sur de mauvaises informations et sont utilisées par les autres puissances, avec la complicité indirecte de médias désireux de dénigrer Pékin. Mais malgré son succès international et son objectif louable, *Dragon's Gift* n'apporte pas toute la précision qu'il aurait pu à l' « histoire vraie » de la Chine et l'Afrique. Regorgeant de centaines d'anecdotes peu structurées et d'informations certes intéressantes, les 11 chapitres de cet ouvrage forment en réalité un patchwork aux titres prétendument accrocheurs qui n'évitent pas les clichés du « tigre accroupi » à « L'Orient Express ». Pour autant, ce livre arrivé à point nommé est le premier de son genre, et parvient à remplir certains de ses objectifs en portant le débat hors de l'université et des cercles médiatiques. Le blog et les publications de Deborah Brautigam sont utiles pour tous ceux désireux non seulement d'en apprendre plus sur la Chine et l'Afrique, mais également de comprendre le rôle de la Chine en tant qu'acteur international ou de s'informer sur des questions pressantes des relations internationales.

Les flux commerciaux et d'investissement sont évidemment au centre de ces nouvelles préoccupations. En 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. L'année suivante, les investissements directs étrangers (IDE) des pays émergents représentaient 29 % du volume mondial des IDE. Six pays en développement et en transition économique figuraient parmi les 20 premiers investisseurs mondiaux. Dans ce groupe, la Chine occupait la deuxième position, et pour la première fois supplantait le Japon en volume d'IDE sortant, avec 30 % du nombre total de fusions et acquisitions transfrontalières [6]. Bon nombre de ces nouveaux IDE étaient réalisés en Afrique. Combien et de quelle manière ? Cela reste difficile à dire, car la Chine, malgré les récents efforts de son ministère du Commerce (MOFCOM), ne publie pas de statistiques claires et systématiques sur le sujet, pas plus d'ailleurs que les autres acteurs principaux impliqués dans des secteurs sensibles sur le continent, comme les États-Unis. En 2007, *Africa Silk Road*, un rapport signé par Harry G. Broadman de la Banque mondiale, mettait déjà en avant les nouveaux champs d'expansion économique de l'Inde et de la Chine et présentait les réussites et les caractéristiques des flux commerciaux et d'investissement de ces deux pays en Afrique, en situant son étude de manière originale au niveau micro-économique des entreprises. *China into Africa: Trade, Aid and Influence*, dirigé et publié par Robert I. Rotberg en 2008, se situe dans cette perspective mais aborde la question d'un point de vue plus général. Ses 14 chapitres sont autant de contributions pertinentes, notamment sur un certain nombre de sujets spécialisés comme

3. Voir Dambisa Moyo, *Dead Aid : Why Aid is not Working and How There is a Better Way for Africa*, Farrar, Straus and Giroux, 2010, note 22. Voir également, du même auteur, *Winner Take All : China's Race for Resources and What it Means for the World*, Basic Books, 2012.
4. Voir également son blog: www.chinaafricarealstory.com (consulté le 14 janvier 2013).
5. Voir Deborah Brautigam, « Chinese Engagement in African Agriculture : Fiction and Fact», *in* John Anthony Allan, Martin Keulertz, Suvi Sojamo, Jeroen Warner (éds.), *Handbook of Land and Water Grabs in Africa*, Routledge, 2012, p. 91-103.
6. Voir UNCTAD, *World Investment Report*, 2011 et 2012, et UNCTAD, *World Investment Prospects Survey*, 2010-12.

les « prêts chinois soumis à conditions » (Paul Hubbard), « le commerce et l'investissement » (Harry G. Broadman) et « l'aide » (Deborah Brautigam). Le chapitre rédigé par Harry G. Broadman (auteur de *Africa Silk Road*) est particulièrement éclairant car il insiste sur ce qui est probablement l'évolution la plus importante des relations économiques internationales à l'heure actuelle : l'émergence et la probable prédominance, dans un avenir proche, des flux commerciaux et d'investissement sud-sud, ce qui représente un défi non seulement à l'actuel équilibre des pouvoirs, mais également aux principes et aux règles sur lesquels reposent ces échanges. À cet égard, il sera passionnant d'observer l'évolution future de la Chine en tant que Membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ses prises de position dans le système de règlement des différends de cette organisation, non seulement dans le cadre de ses relations avec les pays développés mais aussi avec d'autres pays en développement en Afrique et en Amérique latine qui représentent désormais une part importante du commerce extérieur du pays.

Qu'en est-il alors de l'aide ? La Chine est-elle vraiment l'amie inconditionnelle dépeinte par les Africains sinophiles ? *Quid* de la viabilité de la dette, de la gouvernance, des problèmes environnementaux, alors que de l'argent est apparemment injecté massivement dans des régimes non-démocratiques décrits comme des ennemis de l'Occident, à l'instar du Zimbabwe ? Contrairement aux clichés et aux histoires rapportées par les médias, l'aide chinoise peut prendre une multitude de formes différentes, des prêts à taux préférentiels de la China Eximbank aux projets de construction d'infrastructures, et est accordée à l'ensemble du continent, à destination de pays plus ou moins pourvus en ressources. Les *Livres blancs* de 2006 et 2010 présentaient déjà de manière claire les objectifs implicites et explicites de cette politique d'aide au développement. Les esprits sceptiques se laisseront convaincre par les publications récentes du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) et sur les dernières informations concernant la probable création prochaine d'une banque de développement des BRICS, qui serait une alternative inédite à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI).

Dans cette conquête pacifique mais planifiée du continent africain, un autre aspect de l'engagement chinois joue un rôle majeur : la pénétration et la diffusion de la culture chinoise par les médias et le développement de liens forts en matière d'éducation. La Chine est en train de créer des dizaines d'Instituts Confucius, et en juillet 2012, le gouvernement chinois a annoncé le lancement du programme « African Talents Plan » devant s'étaler sur trois ans, dont l'objectif est de former près de 30 000 Africains et d'offrir 18 000 bourses d'études. Tout voyageur se rendant en Afrique pourra noter la présence de ces Instituts Confucius qui sont souvent plus grands et mieux dotés que nombre d'institutions culturelles des anciens colonisateurs.

De manière tout aussi importante, la Chine a réalisé des avancées considérables dans l'expansion de ses médias sur le continent africain. En janvier 2012, CCTV a jeté son dévolu sur Nairobi, la capitale du Kenya, pour en faire le centre de diffusion de ses programmes, et l'agence Xinhua compte désormais 20 bureaux en Afrique [7]. Connaissant la capacité de la Chine à utiliser et adapter son appareil de propagande, cette stratégie médiatique soigneusement orchestrée aura certainement un impact sur le récit africain et sur le rôle de la Chine dans le scénario qui est en train de s'écrire. À cet égard, on ne peut que tomber d'accord avec les observations émises par Yu Shan Wu dans son rapport de 2012 pour l'Institut sud-africain des affaires internationales : « La Chine a confié à ses médias officiels la mission mondiale d'accroître son influence internationale, ce qui est un signe de l'extension de son projet d'expansion vers l'étranger, qui s'articulait auparavant autour du commerce, de l'investissement et des relations diplomatiques. Tout particulièrement, la présence des médias chinois en Afrique nous renseigne sur la stratégie à plus grande échelle du *soft power* chinois. Dans ces circonstances, la Chine apporte à l'Afrique quelque chose que n'offrent pas les autres infrastructures médiatiques : la capacité de créer son propre contenu et une tribune alternative pour les Africains, leur permettant de parler de leur situation tout en accédant au récit chinois » (Yu, p. 24).

La sinologie est morte, vive la sinologie! Cette remarque surprenante venant d'une publication universitaire de premier plan n'est pas uniquement une provocation ; elle vise à repenser l'évolution de la puissance chinoise et avec elle la nécessaire transformation des recherches en sciences sociales portant sur la Chine. Si de nombreux livres consacrés aux relations sino-africaines ont été publiés récemment, leurs auteurs sont souvent des correspondants de presse ou des diplomates ayant une longue expérience de l'Afrique et/ou de la Chine. Les ouvrages universitaires spécialisés sont plus rares. Le besoin se fait sentir de recherches sinologiques plus « ouvertes », mais également d'approches thématiques plus précises (économie, droit, politique, etc.) sur des réalités socio-économiques qui ne sont pas propres à la Chine mais s'inscrivent dans une perspective mondiale. Une telle « recherche prudente » (*careful scholarship*) [8], s'appuyant sur des enquêtes de terrain et (mais pas uniquement) sur une connaissance solide de la Chine pourrait offrir une contribution inestimable aux études chinoises et à la recherche en sciences sociales en construisant une passerelle entre la « sinologie » et d'autres disciplines dans lesquelles l'intérêt pour la Chine est immense, mais qui manquent parfois des connaissances nécessaires.

Traduit par Antoine Roset.

Leïla Choukroune est professeur associée et directrice adjointe de l'Institut sur la globalisation et la régulation internationale (IGIR) de la Faculté de droit de l'Université de Maastricht où elle enseigne le droit économique international.
(leila.choukroune@maastrichtuniversity.nl).

7. Yu Shan Wu, *The Rise of China's State Led Media Dynasty in Africa*, Institut sud-africain des affaires internationales, rapport n°117, 2012.
8. Cette expression est souvent employée par Deborah Brautigam quand elle évoque la nécessité d'avoir des recherches de terrain plus rigoureuses sur la présence chinoise en Afrique.